



La Suède abandonne son enquête sur les fausses allégations d'inconduite sexuelle contre Julian Assange

Par [Patrick Martin](#)

Mondialisation.ca, 20 novembre 2019

wsws.org 19 novembre 2019

Région : [L'Europe](#)
Thème: [Loi et Justice](#)

Une procureure suédoise a annoncé mardi matin que son bureau abandonnait son enquête préliminaire sur les allégations contre Julian Assange, fondateur de WikiLeaks. C'est la troisième fois que la Suède est contrainte de clore l'enquête faute de preuves à l'appui, et cela confirme que les allégations de «viol» ou d'«agression sexuelle» par Assange constituent une fraude à motivation politique.

L'enquête suédoise a toujours été un cheval de bataille pour le gouvernement américain, qui a cherché à extraditer Assange, soit de Suède, soit de Grande-Bretagne, où il est actuellement emprisonné, afin de l'enfermer à jamais ou de l'exécuter sur la base de la loi américaine de 1917 contre l'espionnage, le *Espionage Act*, parce que WikiLeaks a publié des preuves des crimes de guerre américains en Irak et en Afghanistan.

Assange a été illégalement traîné hors de l'ambassade de l'Équateur à Londres en avril dernier où il a vécu pendant sept ans après avoir obtenu l'asile politique. À l'époque, la directrice adjointe du service des poursuites publiques de Suède, Eva-Marie Persson, avait rouvert l'enquête sur la base de plaintes – initiées par la police plutôt que par les femmes impliquées – selon lesquelles Assange avait été coupable d'agression sexuelle en 2010.

Persson a annoncé la fin de l'enquête dès qu'il a été clair que les autorités britanniques garderont Assange enfermé indéfiniment à la prison de Belmarsh, en attendant une décision sur la demande d'extradition des États-Unis. Une audience est actuellement prévue pour février prochain.

En 2013, lorsque les autorités suédoises ont indiqué qu'elles abandonneraient l'enquête, le gouvernement britannique est intervenu et leur a demandé de ne pas le faire, puisque le mandat d'arrêt européen pour Assange – délivré uniquement pour interrogatoire et sans inculpation – avait été le motif de sa détention.

Mais maintenant, autant l'administration Trump aux États-Unis que le gouvernement Johnson en Grande-Bretagne n'ont plus besoin de l'enquête suédoise. Celle-ci a été bien utile pour diffamer Assange en tant que violeur et miner le large soutien de l'opinion publique en faveur de sa liberté, mais elle peut maintenant faire dérapier son transfert de Londres à Washington, où il risque jusqu'à 175 ans de prison pour 18 chefs d'accusation, la plupart impliquant une violation de l'*Espionage Act*.

Certaines personnalités politiques britanniques, dont le chef du Parti travailliste Jeremy Corbyn, ont suggéré qu'Assange soit envoyé en Suède plutôt qu'aux États-Unis. Ces politiciens cherchent de cette façon à éviter de s'opposer directement à l'impérialisme américain, tout en s'associant aux tactiques de diffamation contre Assange et en faisant appel aux partisans de la campagne réactionnaire #MeToo.

L'administration Obama a relancé l'utilisation de l'*Espionage Act*, en portant de nombreuses accusations contre les lanceurs d'alerte en vertu de la loi de 1917, et en poursuivant et envoyant Chelsea Manning en prison pour avoir fourni à WikiLeaks des documents sur les atrocités américaines en Irak et en Afghanistan, des câbles diplomatiques secrets au département d'État et des rapports sur la torture et les mauvais traitements des prisonniers à Guantanamo Bay.

L'administration Trump a intensifié son assaut contre les droits protégés par le Premier Amendement. Assange est le premier éditeur jamais inculpé en vertu de l'*Espionage Act*, et cette affaire constitue un précédent inquiétant pour tout journal, réseau de télévision ou site Web qui oserait rendre publique toute preuve d'atrocités ou de complots antidémocratiques menés par les États-Unis à l'étranger. Manning a d'ailleurs été renvoyée en prison pour outrage au tribunal parce qu'elle refuse justement de faire un faux témoignage contre Assange devant un grand jury secret.

Kristinn Hrafnsson, éditeur de WikiLeaks, a publié une déclaration appelant les partisans d'Assange à redoubler d'efforts sans leur lutte afin qu'il recouvre sa liberté à la suite des événements de mardi: «La Suède a abandonné pour la troisième fois son enquête préliminaire sur M. Assange, après l'avoir rouverte sans nouvelles preuves ou informations. Concentrons-nous maintenant sur la menace dont M. Assange nous informe depuis des années: la poursuite belliqueuse des États-Unis contre lui et la menace qu'elle fait peser sur le Premier Amendement.»

Hrafnsson a cité la conclusion du rapporteur de l'ONU contre la torture, Nils Melzer, selon laquelle l'enquête suédoise avait été «rapidement politisée» et privait Assange de toute chance d'un procès équitable. WikiLeaks quant à elle appelle à une enquête plus approfondie en Suède pour savoir «comment le système judiciaire n'a pas résisté à la pression politique et médiatique».

Patrick Martin

Article paru en anglais, WSWS, le 19 novembre 2019.

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Patrick Martin, wsws.org, 2019

Articles Par : Patrick Martin

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca